

Municipales : redonnons du pouvoir aux citoyens!



25 mesures pour une démocratie locale réelle

Dont:

- → Élire les conseillers communautaires au suffrage universel direct
- → Créer une « **Banque de la démocratie** » pour permettre (réellement) à tous d'être candidat
- → Limiter le **cumul des mandats** de maire à deux consécutifs
- → Instaurer la **parité** entre les postes de maire et de premier adjoint
- → Créer des **jurys populaires**, tirés au sort, pour l'attribution des places en crèches, des logements sociaux ou des subventions aux associations
- → Permettre au conseil municipal de pouvoir **révoquer** son maire

Mediacités

« Sans institutions communales, une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté », écrivait Alexis de Tocqueville en 1835. Plus d'un siècle et demi plus tard, l'État a confié de nombreux pouvoirs aux maires et présidents d'intercommunalités, sans prévoir les garde-fous nécessaires. Sans réels contre-pouvoirs. Au sein de la rédaction de Mediacités, journal d'investigation implanté dans quatre métropoles (Lille, Lyon, Toulouse et Nantes), nous pensons que la démocratie peut et doit retrouver un nouveau souffle depuis le niveau local.

Plus d'un électeur sur trois ne s'est pas rendu aux urnes lors des précédentes élections municipales, en 2014, tandis qu'un maire sur deux hésiterait à se représenter aux prochaines, en mars 2020. Cette résignation, fruit de l'exercice solitaire du pouvoir au sein de la plupart des collectivités, n'est pas une fatalité. De très nombreux citoyens – les gilets jaunes ou les participants aux marches pour le climat ces derniers mois, mais aussi des entrepreneurs, des syndicalistes, des habitants des quartiers populaires ou des bénévoles associatifs –, manifestent régulièrement leur désir d'approfondissement démocratique. Il est temps d'entendre leurs préoccupations et d'inventer d'autres manières de pratiquer la politique, par le bas, plus collégiales et participatives.

Il est tout aussi urgent, à moins de six mois du scrutin municipal (les 15 et 22 mars 2020), que les maires cessent de confondre un bulletin de vote avec un blanc-seing valable six ans. Au fil de leurs enquêtes, les journalistes de Mediacités constatent de trop fréquentes dérives autocratiques et

Mediacités

éprouvent au quotidien les nombreuses zones grises de notre système politique local. Les 35 000 villes et villages français ont tout autant besoin d'éthique, de transparence et de contre-pouvoirs que l'Elysée, le parlement ou la haute-administration parisienne. Nous proposons 25 mesures – certaines de bon sens, d'autres plus radicales – pour rénover notre démocratie locale. Pour rénover notre démocratie, tout court.

I – RENFORCER LE CARACTÈRE DÉMOCRATIQUE DES ÉLECTIONS LOCALES

- 1/ Généraliser l'élection directe des élus intercommunaux afin que les citoyens votent pour ceux qui exercent l'essentiel du pouvoir local
- 2/ Instaurer la parité à la tête des collectivités pour permettre à plus de femmes d'accéder (enfin) aux postes de pouvoirs
- 3/ Révéler les noms des soutiens financiers des candidats pour prévenir de potentiels conflits d'intérêts
- 4/ Inscrire d'office les citoyens sur les listes électorales pour un « droit de vote » sans conditions
- 5/ Créer une « Banque de la démocratie » afin que l'argent ne représente plus un frein à l'engagement politique
- 6/ Donner la possibilité à tous les candidats de se former avant le scrutin, afin de diversifier l'origine sociale des futurs élus

Mediacités

II – LIMITER LES POUVOIRS DU MAIRE OU DU PRÉSIDENT DE L'EXÉCUTIF

- 7/ Limiter le cumul des mandats « dans le temps » afin de renouveler plus fréquemment nos élus et prévenir les risques de clientélisme
- 8/ Créer un poste de président du conseil municipal, afin d'assurer un fonctionnement plus collégial au sein de la majorité
- 9/ Renforcer les droits et prérogatives des adjoints et conseillers municipaux de base pour atténuer l'omnipotence du maire
- 10/ Favoriser le contrôle de l'action des collectivités par le grand public afin qu'il ne soit plus perturbé par des considérations politiques

III – FAVORISER L'IMPLICATION CITOYENNE

- 11/ Faciliter la possibilité d'inscrire des sujets à l'ordre du jour des assemblées locales pour impliquer davantage les citoyens dans les affaires de la cité
- 12/ Instaurer un référendum local d'initiative citoyenne (RLIC) pour que les citoyens puissent eux aussi être à l'origine de consultations
- 13/ Tirer au sort des « jurys populaires » pour inclure les habitants au cœur des processus de décision qui affectent leur vie
- 14/ Permettre des audits citoyens pour évaluer les politiques publiques en toute impartialité
- 15/ Assurer une transparence totale autour du financement des associations locales, afin de les libérer de leur tutelle politique

Mediacités

IV – RÉÉQUILIBRER LES POUVOIRS ENTRE MAJORITÉ ET OPPOSITION

17/ Attribuer les présidences de la commission des finances et des appels d'offres à un élu d'opposition pour instituer des garde-fous au pouvoir exécutif

18/ Prévenir suffisamment à l'avance les dates et contenus des conseils municipaux afin de faciliter le travail préparatoire des élus d'opposition

19/ Faciliter la création de missions d'information et d'évaluation pour renforcer les contre-pouvoirs au sein de la municipalité

V – AMÉLIORER LA TRANSPARENCE

20/ Instaurer un registre des lobbys locaux et publier l'agenda des élus pour prévenir les conflits d'intérêts

21/ Faire toute la lumière sur les frais des élus locaux pour éviter les abus et lutter contre le discours « tous pourris »

22/ Doter la CADA d'un pouvoir de sanctions pour forcer les collectivités à travailler en toute transparence

23/ Créer dans chaque ville un poste de défenseur des droits des citoyens pour traiter les plaintes des citoyens suite à des négligences de la collectivité

24/ Plafonner les dépenses de communication des collectivités locales pour prévenir les abus

25/ Encadrer la presse territoriale afin de garantir un meilleur équilibre entre propagande institutionnelle et information